



Une histoire de chiffre à plusieurs milliards...

En 2018, le budget de la Sécurité sociale était de 470 milliards d'euros (soit 25 % du PIB français), bien supérieur aux 329 milliards d'euros du budget de l'état français réparti entre ses différents ministères.

A l'intérieur de la Sécurité sociale, le budget de l'Assurance-maladie était de 198 milliards donc bien supérieur au budget de 99,3 milliards du ministère de l'Éducation et de la Recherche ou des 8,7 milliards du ministère de la Justice.

Bien que la Santé soit le premier poste de dépenses en France et l'un des plus importants au monde, notre système de Santé est à bout de souffle : personnel en souffrance, non reconnu ni valorisé, patients avec un accès difficile aux soins et des délais d'attente de plus en plus incompatibles avec une bonne prise en charge.

Comment faire mieux, sachant que le budget Santé ne peut être extensible à l'infini ?

Selon l'OCDE, en France : 33,7 % des emplois hospitaliers ne sont ni médicaux, ni paramédicaux contre 25 % en Allemagne, 24 % en Espagne ou 20 % au Danemark. De plus, il existe un mille-feuille de structures de santé sans soins, par

exemple la seule ARS Occitanie est composée de 800 personnes. Alors que l'on exige de la pertinence du médecin, existe-t'il des indicateurs d'efficience de nos administrations ? Un numerus clausus a été imposé aux médecins, à quand un numerus clausus pour le personnel administratif ?

Les dépenses de l'Assurance-maladie augmentent chaque année de 2 points, mais jamais au bénéfice des soignants ! Est-ce qu'octroyer 6 milliards (soit 3 % du budget de l'Assurance-maladie) aux soignants des établissements de soins (hors médecins) sauvera notre système ? La prise en charge des patients sera-t-elle meilleure ? La qualité de travail des soignants sera-t-elle améliorée ? Ne faudrait-il pas au contraire réformer en profondeur l'institution, mieux répartir les ressources humaines et financières vers les soignants ?

Le Ségur de la santé aidera l'hôpital public qui en a bien besoin, mais est-ce suffisant ? Durant le confinement, la baisse de l'activité des soins de ville a engendré une économie de 4 milliards à l'Assurance-maladie, ce ne serait pas une erreur, mais une faute de nos politiques que de ne pas aider, soutenir et valoriser la médecine de ville.

La mission des médecins et des soignants est de soigner et accompagner, non de remplir des papiers !

Les épidémies sont source de surmortalité, mais l'endémie bureaucratique et administrative nous étouffe et nous tue à petit feu...

Nous ne réclamons pas des milliards, nous voulons être écoutés et entendus afin d'obtenir une amélioration de notre qualité d'exercice au service des patients.

Marc Villacèque. *Président du Syndicat des Cardiologues (SNC)*